

11 mars 2008

Le projet d'Union pour la Méditerranée : ce qu'en pense le Maghreb

*Petit-déjeuner débat
organisé par Khadija Mohsen-Finan*

**Hassan ABOUYOUB
Alain LE ROY
Jacques MISTRAL
Chékib NOUIRA**



Programme Maghreb



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Cette série de petits-déjeuners débats bénéficie du soutien de



ISBN : 978-2-86592-284-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2008

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00
Fax : 33 (0)1 40 61 60 60
Courriel : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21
1000 - Bruxelles, Belgique
Tél. : 00 + (32) 2 238 51 10
Fax. : 00 + (32) 2 238 51 15
Courriel : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

COMPTE RENDU DE PETIT-DEJEUNER DEBAT « LE PROJET D'UNION POUR LA MEDITERRANEE : CE QU'EN PENSE LE MAGHREB »

Ifri, mardi 11 mars 2008

Hassan ABOUYOUB, ancien ministre, ambassadeur itinérant, royaume du Maroc
Alain LE ROY, ambassadeur chargé du projet d'Union pour la Méditerranée
Jacques MISTRAL, directeur des Etudes économiques, Ifri
Chékib NOUIRA, président de l'Institut arabe des chefs d'entreprises

Le projet français d'Union pour la Méditerranée a l'ambition d'insuffler une dynamique nouvelle entre les deux rives. Alors que le contenu même de cette initiative est encore peu connu, nombre de questions sont d'ores et déjà posées quant à sa légitimité par rapport au processus de Barcelone. Des questions qui portent également sur son financement et le rôle des Etats qui étaient déjà engagés dans ce partenariat. Si l'Allemagne pense que ce projet est susceptible d'affaiblir l'Europe, les pays du Maghreb se demandent quelle place ils pourront avoir dans cette nouvelle configuration de l'espace euro-méditerranéen.

C'est la raison pour laquelle nous avons invité deux personnalités du Maghreb : deux acteurs de la vie économique et politique sont venus de Rabat et de Tunis pour nous livrer leurs analyses sur ce projet.

Hassan Abouyoub a participé activement à l'élaboration du processus de Barcelone. Chékib Nouira nous donne le point de vue d'un chef d'entreprise arabe. Tous deux parlent à titre personnel et dans le prolongement de ce qu'ils ont déjà écrit dans des revues spécialisées, sans représenter leur pays respectif.

Le professeur Jacques Mistral, qui dirige les études économiques à l'Ifri, revient sur les dimensions économiques évoquées par les intervenants.

Alain Le Roy

Les raisons de mettre en place ce projet sont nombreuses, trois en particulier

- C'est la zone où l'écart du niveau de vie (PIB/habitant) entre les deux rives est le plus important au monde (une différence de 1 à 10 en moyenne) ;
- Selon les chiffres de l'OCDE, il faudrait créer 40 millions d'emplois dans les 15 prochaines années dans les pays de la rive Sud si on voulait maintenir le même taux d'emploi et donc le même taux de chômage ;
- Les Etats-Unis investissent 20 % de leur IDE dans leur Sud (Mexique, Amérique du Sud), le Japon 25 % dans son Sud (Chine, Thaïlande, Indonésie, Malaisie) et l'Europe moins de 2 % dans la rive Sud de la Méditerranée.

Seule une infime partie des objectifs de la déclaration de Barcelone a été remplie à ce jour, d'où l'idée qu'il faut faire plus et avec des méthodes différentes.

Périmètre

Il aurait pu n'être limité qu'au format 5 + 5, mais le Président Sarkozy a fait un autre choix, celui d'inviter tous les pays riverains de la Méditerranée. Cet élargissement est dû à trois facteurs :

- c'est un projet de nature globale ;
- certains dossiers concernent l'ensemble de la Méditerranée comme la dépollution de la Méditerranée ;
- difficulté d'exclure des pays très intéressés comme l'Egypte qui n'est pas dans le 5+ 5.

Aussi, l'ensemble des pays riverains sont-ils concernés par le projet.

Réactions

Très favorables dans l'ensemble, notamment dans le Sud. Sur 25 pays concernés, 22 se sont prononcés favorablement, sauf le Liban, la Syrie et la Turquie, qui ne se sont pas encore exprimés officiellement, les deux premiers en raison d'une situation intérieure très compliquée.

La position de l'Allemagne a évolué, notamment après le tête-à-tête entre Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel à Hanovre, le 3 mars dernier : la France a admis que tous les pays européens soient associés pleinement au projet (c'était une demande de plusieurs pays). Par ailleurs, le Président Sarkozy a souhaité qu'une forme de priorité soit donnée aux riverains de la Méditerranée, qui pourrait notamment se traduire par la mise en place d'une co-présidence entre pays riverains du Nord et du Sud.

L'élément fort de cet accord est la création d'un « secrétariat projets » qui serait également paritaire entre le Nord et le Sud. La Commission européenne serait représentée au sein de ce secrétariat.

Le lien avec le Processus de Barcelone sera nécessairement très étroit, l'Union pour la Méditerranée ayant pour ambition de redynamiser et de refonder la coopération entre la Méditerranée et l'Europe.

Projets

Les projets potentiels sont nombreux et portent par exemple sur la dépollution de la Méditerranée, sur l'eau (transfert, réchauffement, autoroute maritime, plan solaire...), sur l'agriculture, sur la création d'un espace scientifique méditerranéen comme les pôles d'excellence... Ils font l'objet de consultations, de propositions et sont élaborés en commun avec l'ensemble des partenaires. Ces projets seront à géométrie variable et ouverts à tous les membres de l'Union pour la Méditerranée qui souhaitent s'investir.

Chékib Nouria

Barcelone a déçu, il faut donc faire plus en trouvant les raisons de l'échec de ce processus qui a pêché par deux défauts majeurs :

- manque de moyens
- manque de structures.

La Méditerranée est la seule région identifiée non porteuse de structures sociales et économiques organisées. Compte tenu du vieillissement de la population, la jeunesse constitue une force, il faut donc la former. Les pays du Nord de la Méditerranée doivent être concernés par le projet, d'autant qu'ils auront leur mot à dire lorsqu'il sera question de financements. L'Allemagne est vraisemblablement un des pays les plus méditerranéens d'Europe.

Les pays du Sud doivent s'engager ensemble dans le projet. Il faut commencer à travailler avec ceux qui sont prêts à le faire comme la Tunisie, le Maroc, l'Egypte, la Jordanie. L'idée d'une union de projets est excellente mais elle doit être accompagnée par d'autres manifestations susceptibles de mobiliser les gens.

Les tissus économiques de nos pays sont essentiellement constitués de petites et moyennes entreprises. Or, en Europe, tous les projets cités (énergie, environnement, transport) concernent les très grandes entreprises privées qui constituent un moteur dans le développement bilatéral ou multilatéral.

Hassan Abouyoub

Lorsque le projet signé à Barcelone allait prendre forme, tout le monde a dit oui, mais lorsqu'il a été question d'appliquer les résolutions, ce fut bien différent. Il se passera la même chose pour l'UPM car les mêmes causes produiront les mêmes effets.

Avec la rencontre de Hanovre, la politique étrangère européenne revêt un caractère plus orthodoxe. Paix et sécurité sont primordiales dans la région car la menace est multiforme et la donne sécuritaire a profondément changé en Méditerranée depuis que l'Iran est devenu riverain de cette mer. Il faut compter avec ce partenaire qui a d'énormes capacités d'intervention, aussi bien écologiques que sécuritaires.

Sur le projet d'Union pour la Méditerranée, il y a consensus et volonté d'aller plus loin de la part des pays du Sud comme le Maroc ou la Tunisie mais il existe des nuances de méthodologie par rapport à ce projet.

- Une des erreurs commises, c'est que ce projet n'a pas été débattu au niveau populaire ;
- On compare souvent la genèse de ce processus avec la communauté économique fondée sur l'acier et le charbon mais cela a été possible car il s'agissait de deux démocraties qui opéraient dans un climat de paix et qui ont accepté d'altérer leur souveraineté en faveur d'un exécutif régional. Pour cela, il faut une assise démocratique, c'est un préalable ;
- Pour éviter de refaire les erreurs de Barcelone, il est nécessaire d'avoir des valeurs mesurables dans leur application, sans hypocrisie. Or, dans les pays du Sud, il y a des déficiences au niveau de la gouvernance (cf. rapport du PNUD sur le développement humain dans le monde arabe).

Il y a corrélation entre qualité de la gouvernance et capacité d'être partenaire dans des processus d'intégration régionale. Il y a aujourd'hui des sanctions par la communauté des affaires des mauvaises gouvernances en faisant tout simplement l'impasse en termes d'investissement dans des marchés où il n'y a pas de sécurité pour les transactions économiques. Il y a certainement des raisons à faire moins de 2 % des IDED européens.

Il existe aussi des problèmes liés à la qualité des appareils judiciaires, des politiques d'accompagnement et d'incitation à l'investissement.

A ces difficultés objectives qu'il serait dangereux d'ignorer, il faut ajouter le fait qu'il y a un climat très tendu entre l'Algérie et le Maroc avec une menace de reprise des armes par le Front Polisario à partir du territoire algérien. S'il y avait des escarmouches, quelle serait la participation du Maroc et de l'Algérie à la réunion de Paris le 13 juillet ?

Il y a des défis socio-économiques, et la nécessité de créer une vingtaine de millions d'emplois en 20 ans pour le seul Maghreb et pour maintenir le taux de chômage. Cela veut dire que la croissance doit augmenter de 2 à 3 points au minimum. Les pays du Sud ont-ils les moyens de répondre à ce défi ?

En outre, plus le Maghreb s'ouvre, plus la qualité de sa gouvernance s'améliore, plus il devient attractif pour les pays du Sahel.

Ces pays du Sud se trouvent face au défi du chantier démocratique. S'ouvre aujourd'hui un débat dans les sociétés entre la modernité et l'islam politique. L'opinion publique est traversée par deux courants contradictoires qui vont déterminer la position des gouvernements par rapport au projet pour l'Union méditerranéenne.

Pour pallier ces carences, le projet de Barcelone doit être reconsidéré :

- un secrétariat s'impose avec un mécanisme de coopération renforcée ;
- il faut qu'il y ait un mécanisme financier qui ne soit pas nécessairement une banque, et pas forcément un transfert de ressources du contribuable européen vers les budgets nationaux. Doivent être mis en place des schémas alternatifs de financement qui permettent de mobiliser l'intérêt populaire pour ce projet et favorisent l'entreprise, notamment la PME qui a besoin de soutiens considérables.

Il faudrait raisonner en fonds d'investissements ou fonds de fonds avec une contribution paritaire des pays du Sud et un mécanisme paritaire de gestion qui devrait améliorer la gouvernance et réduire le champ de la corruption.

Pour réaliser tout cela, il faudrait faire comme les Européens - même si pour l'heure, ni paix, ni sécurité existent - et créer un comité de sages avant de donner le dossier aux chancelleries.

Jacques Mistral

L'idée de co-présidence est élégante, de même que l'idée de mettre en place un secrétariat paraît intéressante. Il faut être attentif au fait d'ajouter une couche bureaucratique et politique supplémentaire à une situation qui n'en manque pas. Comment va fonctionner le secrétariat sur le terrain financier et par rapport aux autres institutions ?

Deux idées développées par les intervenants sont à relever :

- Certes, la Méditerranée est la seule région à ne pas disposer de structure de coopération régionale mais il y a aussi absence de structure entre les plus proches de la Méditerranée, cela renvoie à l'absence du Maghreb en tant que région intégrée ;
- L'importance accordée au secteur privé : il y a donc nécessité de mettre à profit ce secteur et de réaliser les transformations qui s'imposent au plan interne.

Au-delà des financements, il faut aider à la modernisation des infrastructures nécessaires à l'économie de marché. C'est cela que l'Europe a apporté à l'Europe centrale. Il faut en tenir compte, même si le procédé n'est pas transposable de manière mécanique.